



Comment se porte l'économie calédonienne ?



Déroulement de la conférence-débat

1/ Comparaison spatiale des prix

Véronique Daudin, Directrice de l'ISEE

2/ Point de conjoncture : synthèse annuelle de l'IEOM

Jean-David Naudet, Directeur de l'IEOM

3/ Synthèse de l'étude sur le financement des TPE/PME en Nouvelle-Calédonie

Carole Vidal, Chargée de missions secteur privé
et Philippe Leboucq, Directeur adjoint de l'AFD

6/ Échanges avec le public / questions et réponses

Frédérique Pentecost : Membre du Bureau CCI, secteur Commerce
Daniel Ochida, Président du MEDEF-NC
Carold Vassilev, Président d'honneur de la FINC et élu CCI secteur
Industrie





Institut de la statistique
et des études économiques
Nouvelle-Calédonie

Véronique DAUDIN

Directrice de l'ISEE



Publication CEROM :

Comparaison spatiale des prix 2015





Comparaison spatiale des prix 2015 :

Les prix un tiers plus élevés qu'en France métropolitaine



Les Synthèses de CEROM



Les prix un tiers plus élevés qu'en France métropolitaine

N. Roubio Collet, E. Desmazures, Isee

En 2015, les prix à la consommation en Nouvelle-Calédonie sont 33% plus élevés qu'en métropole. Cet écart des prix dépasse largement ceux observés dans les départements d'outre-mer (7 % à La Réunion et à Mayotte, 12 % aux Antilles) mais il est moindre qu'en Polynésie française (39 %).

Les différentiels de prix synthétiques tiennent compte des modes de vie propres à chacun des territoires comparés. Ainsi, un ménage qui conserverait des habitudes de consommation métropolitaines augmenterait ses dépenses de 44 % en Nouvelle-Calédonie.

À l'inverse, un ménage calédonien paierait 19 % moins cher son panier de consommation habituel en métropole.

En cinq ans, l'écart des prix entre la Nouvelle-Calédonie et la France métropolitaine se maintient à un niveau élevé (+34 % en 2010, +33 % en 2015). Les différences de prix se sont creusées dans les communications mais les écarts de prix se sont réduits dans l'habillement et le logement. Les produits alimentaires, deux fois plus chers en Nouvelle-Calédonie qu'en métropole contribuent majoritairement au différentiel de prix global, de la même façon qu'en 2010.

En mars 2015, l'isee a reconduit l'enquête de comparaison des prix entre la Nouvelle-Calédonie et la métropole. La mesure du différentiel de prix de 33 % entre les deux territoires résulte de deux analyses croisées. Ainsi, en 2015, la vision du panier métropolitain consommé sur le sol calédonien présente un différentiel des prix de +44 % par rapport à son coût en métropole et de manière symétrique, l'écart des prix du panier ultramarin consommé en France métropolitaine s'établit à -19 % par rapport à son coût en Nouvelle-Calédonie.

Les dépenses incompressibles pèsent plus dans le panier des ménages calédoniens

Dans les deux géographies comparées, les transports, les produits alimentaires et le logement constituent ensemble la dépense la plus importante du panier de consommation. Ces trois postes représentent plus de la moitié des dépenses des Calédoniens, alors qu'ils pèsent 43 % du panier d'un ménage métropolitain. En revanche, ce dernier ménage engage davantage de dépenses que le ménage calédonien dans les restaurants et hôtels, la santé, l'habillement, les biens et services divers, achats qui couvrent 36 % des dépenses pour les métropolitains contre 23 % en Nouvelle-Calédonie.

Les parts de dépenses consacrées aux activités culturelles et de loisirs, aux achats de boissons alcoolisées ou de tabac, ainsi que les dépenses dédiées aux services et aux biens de communications sont proches entre les deux territoires.

Les dépenses incompressibles couvrent plus de la moitié des dépenses des ménages calédoniens



Des écarts de prix plus marqués dans le Pacifique que dans les départements d'outre-mer

Les écarts de prix entre l'outre-mer et la métropole en mars 2010 et mars 2015

	Outre-mer / Métropole (panier métropolitain)		Métropole / Outre-mer (panier local)		Indice synthétique de Fisher	
	2010	2015	2010	2015	2010	2015
Nouvelle-Calédonie	48,6	44,1	-17,3	-18,5	34,0	33,0
Martinique	16,9	17,1	-2,9	-7,1	9,7	12,3
Guadeloupe	14,8	17,0	-2,2	-7,5	8,3	12,5
Guyane	19,6	16,2	-6,4	-6,8	13,0	11,6
La Réunion	12,4	10,6	-0,4	-3,6	6,2	7,1
Mayotte (hors loyers)	nd	16,7	nd	2,0	nd	6,9
Polynésie française (2016)	51,2	55,0	-4,7	-19,0	25,9	38,5

Sources : IPC - Insee, Isee
nd : non disponible

Note de lecture : en 2015, avec un panier de consommation métropolitain, les prix sont 44,1 % plus élevés en Nouvelle-Calédonie qu'en métropole. Symétriquement, avec un panier calédonien, les prix sont 18,5 % moins élevés en métropole qu'en Nouvelle-Calédonie.

CEROM - Comptes Économiques Rapides de l'Outre-Mer

Le projet CEROM initié en 2004, désigne un partenariat inter-institutionnel. Il a pour ambition de développer le système d'information économique ultramarin et de fournir ainsi des outils d'aide à la décision. En Nouvelle-Calédonie, CEROM associe l'AFD, l'I'EOM et l'isee.



Un tiers plus chers à l'issue de deux analyses croisées

Des écarts de prix plus marqués dans le Pacifique que dans les départements d'outre-mer

Les écarts de prix entre l'outre-mer et la métropole en mars 2010 et mars 2015

	Outre-mer / Métropole (panier métropolitain)		Métropole / Outre-mer (panier local)		Indice synthétique de Fisher	
	2010	2015	2010	2015	2010	2015
Nouvelle-Calédonie	48,6	44,1	-17,3	-18,5	34,0	33,0
Martinique	16,9	17,1	-2,9	-7,1	9,7	12,3
Guadeloupe	14,8	17,0	-2,2	-7,5	8,3	12,5
Guyane	19,6	16,2	-6,4	-6,8	13,0	11,6
La Réunion	12,4	10,6	-0,4	-3,6	6,2	7,1
Mayotte (hors loyers)	nd	16,7	nd	2,0	nd	6,9
Polynésie française (2016)	51,2	55,0	-4,7	-19,0	25,9	38,5

Sources : IPC - Insee, Isee

nd : non disponible

Note de lecture : en 2015, avec un panier de consommation métropolitain, les prix sont 44,1 % plus élevés en Nouvelle Calédonie qu'en métropole. Symétriquement, avec un panier calédonien, les prix sont 18,5 % moins élevés en métropole qu'en Nouvelle Calédonie.

Les écarts s'atténuent en Nouvelle-Calédonie, en Guyane et à la Réunion alors qu'ils se creusent dans les autres géographies

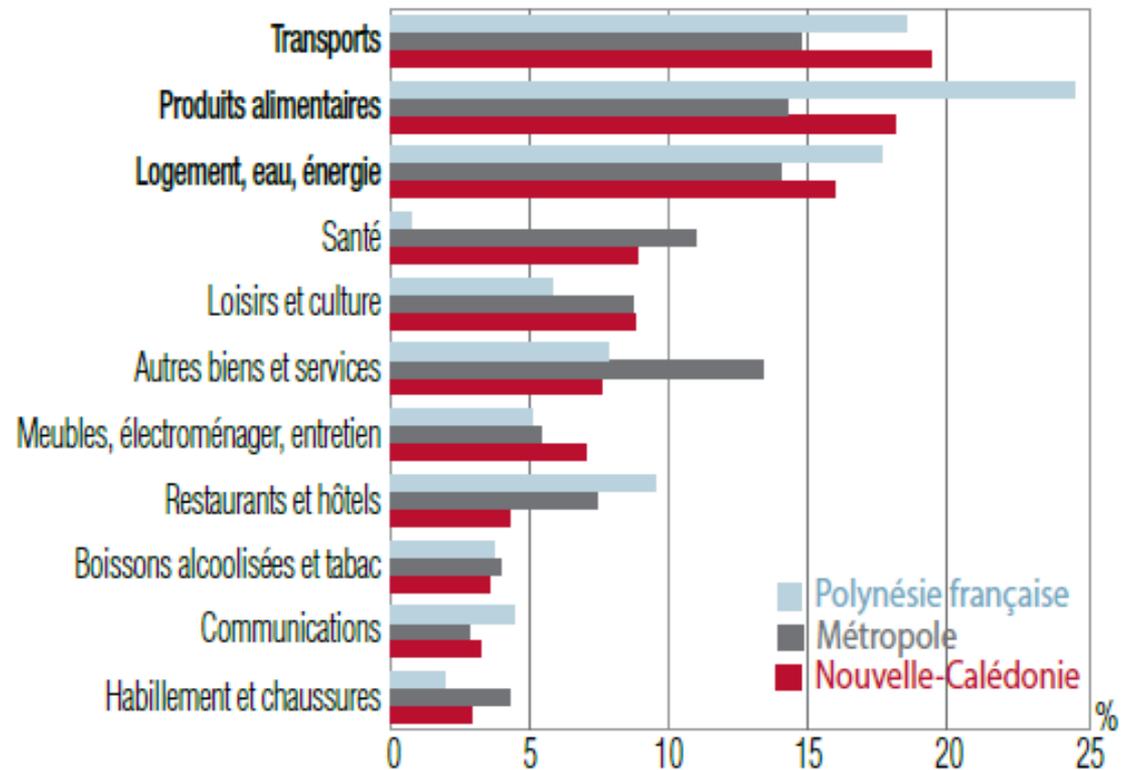


Les dépenses incompressibles pèsent plus dans les achats des ménages calédoniens

Les ménages métropolitains ont plus de dépenses en hôtels restaurants, habillement, et d'autres biens et services (effets personnels, aides à la personne, esthétique...).

Les dépenses incompressibles couvrent plus de la moitié des dépenses des ménages calédoniens

Structure de la consommation des ménages en 2015



Sources : enquêtes de comparaison spatiale des prix, IPC - Insee, Isee, ISPF



La barre des 100 % franchie dans l'alimentaire, un minimum de 2 % dans les transports

Le panier alimentaire métropolitain deux fois plus cher en Nouvelle-Calédonie

Les écarts de prix entre la Nouvelle-Calédonie et la métropole en mars 2015

	NC / métropole (panier métropolitain)	Métropole / NC (panier calédonien)	NC / métropole (indice synthétique de Fisher)
Produits alimentaires	108,4	-30,7	73,4
Communications	73,6	-35,1	63,6
Boissons alcoolisées et tabac	59,7	-24,7	45,6
Logement, eau, énergie	53,2	-18,5	37,1
Loisirs et culture	40,1	-24,4	36,2
Restaurants et hôtels	35,8	-25,1	34,7
Meubles, électroménager, entretien	49,2	-13,0	31,0
Santé	28,9	-21,7	28,3
Habillement et chaussures	33,8	-15,5	25,8
Autres biens et services	22,1	-15,7	20,3
Transports	2,2	-1,1	1,6
Ensemble	44,1	-18,5	33,0

Sources : enquêtes de comparaison spatiale des prix - Insee, Isee

**Des écarts supérieurs à 50 % pour des dépenses centrales,
exceptés les transports,**

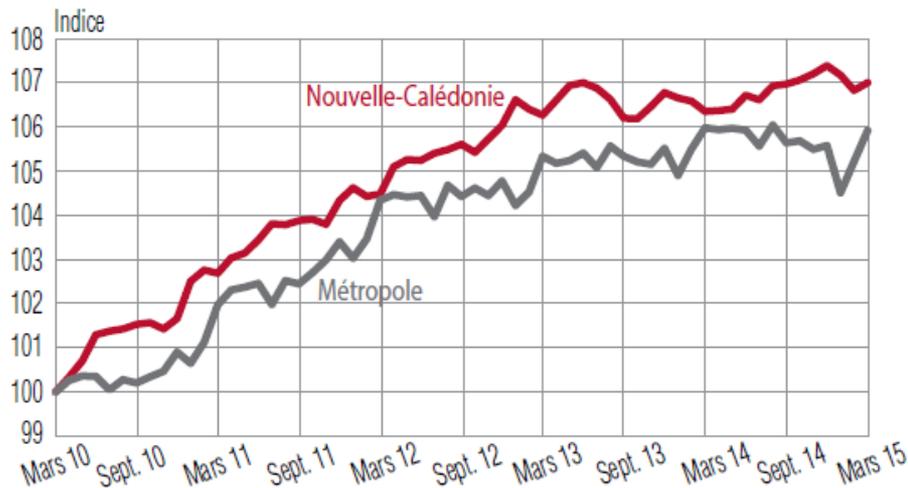
**Le coût des communications (+74 %),
de l'alcool et du tabac (+60 %)
très supérieurs à ceux de métropole aussi en 2015**



L'inflation calédonienne parallèle à l'inflation nationale

Les prix se stabilisent à partir de 2013 dans les deux territoires

Inflation comparée entre mars 2010 et mars 2015 (IPC)
(Nouvelle-Calédonie / France métropolitaine)



Sources : IPC - Insee, Isee

Entre 2010 et 2015, l'inflation est plus marquée en Nouvelle-Calédonie qu'en métropole

L'évolution des prix selon les indices des prix à la consommation des ménages entre mars 2010 et mars 2015

	Métropole	Nouvelle-Calédonie
Produits alimentaires	5,3	13,9
Boissons alcoolisées et tabac	20,1	18,7
Boissons alcoolisées	11,1	18,7
Tabac	27,9	19,7
Habillement et chaussures	5,0	-6,3
Logement, eau, énergie	14,7	10,9
Meubles, électroménager, entretien	4,1	3,8
Santé	-4,1	2,0
Transports	7,5	3,7
Communications	-21,2	-10,2
Loisirs et culture	-2,1	4,2
Restaurants et hôtels	12,3	10,4
Autres biens et services	9,7	3,7
Ensemble	5,9	7,0

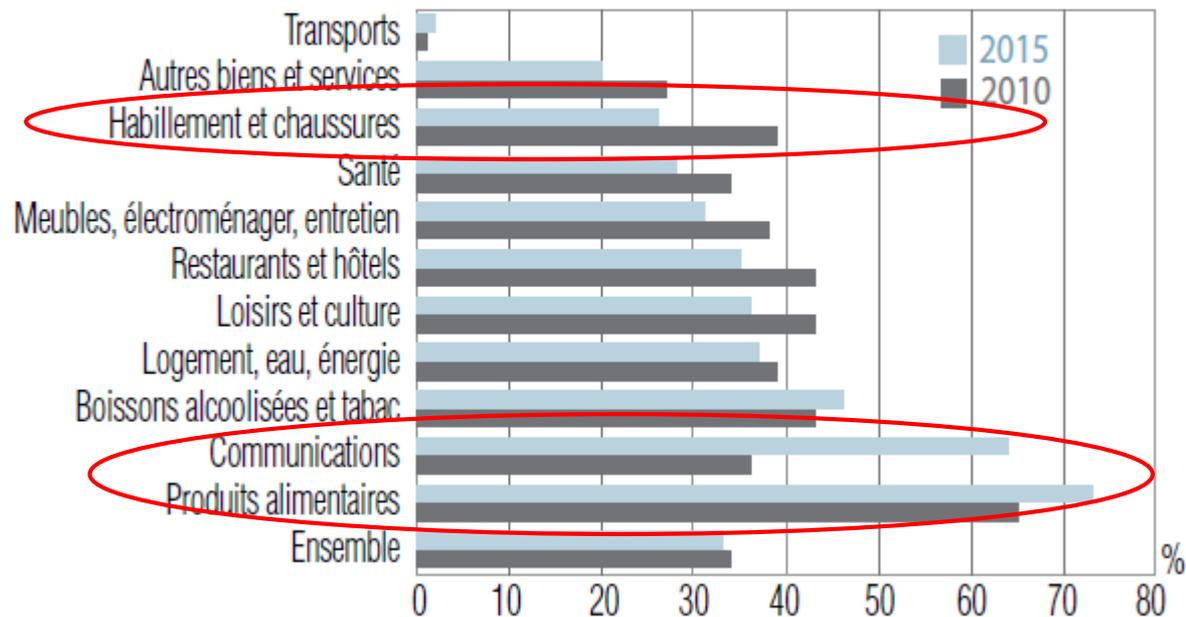
Sources : enquêtes de comparaison spatiale des prix - Insee, Isee

Après une envolée impactant surtout les prix alimentaires, la Nouvelle-Calédonie engage les moyens permettant une maîtrise de l'inflation

Les inflations comparées témoignent des évolutions d'écart de prix entre deux périodes

Entre 2010 et 2015, les écarts de prix s'accroissent le plus fortement pour les communications et les produits alimentaires

Les écarts de prix entre la Nouvelle-Calédonie et la métropole en 2010 et 2015



Sources : enquêtes de comparaison spatiale de prix - Insee, Isee
Indice synthétique de Fisher (NC/métropole)

L'alimentation et l'habillement très marqués par les écarts d'inflation



L'emploi salarié en 2017

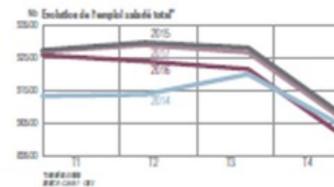
Synthèse
annuelle
2017

■ Emploi - Marché du travail

En 2017, l'emploi salarié retrouve son niveau de 2015

Au cours de l'année 2017, 92 160 salariés ont été déclarés par leurs employeurs auprès de la CAIAT, soit une hausse de 0,4 % par rapport à l'année précédente. Après une baisse de 0,5 % en 2016, le volume global de l'emploi salarié retrouve ainsi un niveau presque équivalent au niveau record de 92 250 salariés enregistré en 2015. Parallèlement, le nombre moyen de chômeurs indemnisés au cours de l'année retrouve son niveau de 2015, après une hausse de 12 % un an plus tôt.

2017 rattrape presque le niveau d'emploi de 2015



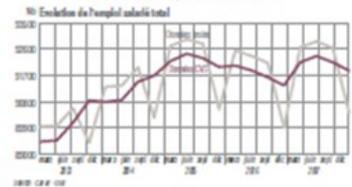
L'inflexion en fin d'année 2017 atteinte cependant ce résultat positif. Après un premier trimestre de retournement conjoncturel à la hausse (+0,9 % par rapport au 4^{ème} trimestre 2016, en données CVS), la création d'emplois s'infléchit légèrement (+0,2 %) au second trimestre, pour s'interrompre au cours de la seconde moitié de l'année (-0,2 % au 3^{ème} trimestre et -0,3 % au dernier trimestre).

Ainsi, les emplois perdus en 2016 dans le secteur privé, ne sont pas réactifs en 2017. Les seules créations d'emplois concernent le secteur public. La dynamique de l'économie calédonienne reste encore incertaine et le privé continue de perdre des salariés, expliquant le retour à la baisse en fin d'année.

Le recours aux mesures de chômage partiel reste conséquent, mais moins élevé qu'il y a un an. Après un pic fin 2016 du nombre d'heures indemnisées à ce titre, le recours à la mesure s'amenuise au fil des trimestres. Dans le cadre du plan PULSE adopté en septembre 2016, le plafond d'heures indemnisables au chômage partiel avait été doublé de façon à permettre aux entreprises calédoniennes faisant face à des difficultés conjoncturelles de conserver leurs salariés malgré une baisse d'activité. Néanmoins, parallèlement à cette baisse du nombre d'heures indemnisées, les procédures de licenciements économiques progressent de 12 % en moyenne sur un an. Malgré la mesure de soutien, les difficultés semblent avoir persisté dans certaines entreprises. Parallèlement, le recours à l'intérim enregistre un repli sur la même période (-8 % sur un an, en équivalents temps plein).

Toutefois, la dynamique de l'emploi reste en panne dans le secteur privé, et le secteur public compense seul les diminutions d'effectifs salariés de 2016.

La reprise amorcée au 1^{er} semestre 2017, ne se confirme pas en fin d'année

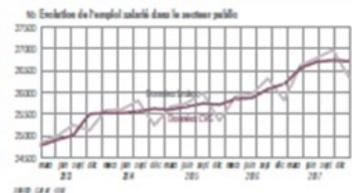


Le secteur public continue de créer des emplois

Au cours de l'année 2017, le secteur public déclare en moyenne 26 670 salariés, soit une croissance de 2,6 % par rapport à 2016 (+ 680 emplois), nettement plus marquée qu'au cours des deux années précédentes (+1,2 % en 2016 et +0,5 % en 2015).

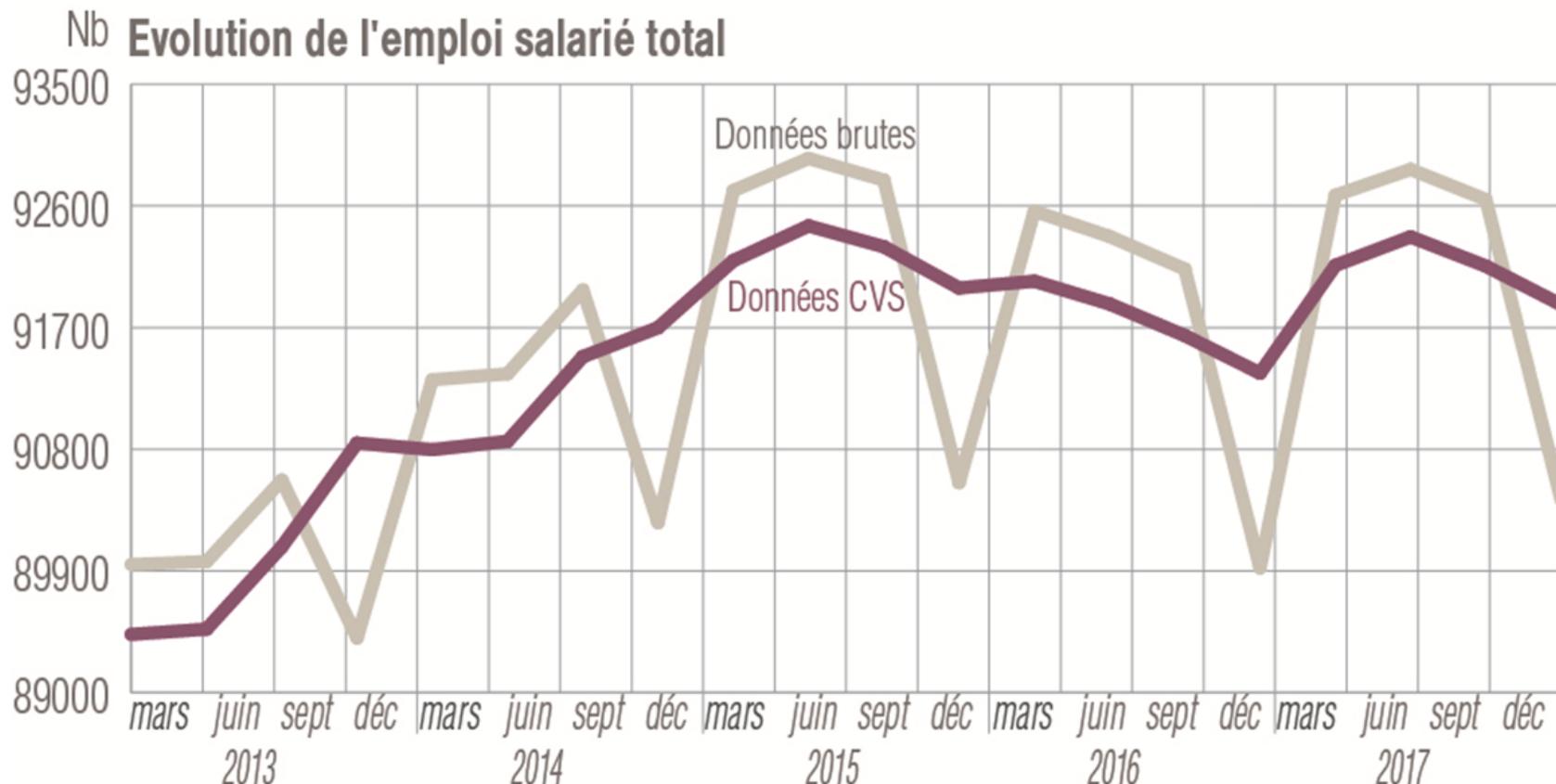
La progression est particulièrement marquée en début d'année (+1,4 % au 1^{er} trimestre 2017, en données CVS), puis s'infléchit au cours des trimestres suivants, pour rester stable en fin d'année (-0,1 % avec correction de la variation saisonnière).

Le niveau des emplois publics ne s'établit à un niveau haut





L'emploi salarié retrouve en 2017 le niveau atteint en 2015 après une décennie de croissance



Source : CAFAT - ISEE

Malgré un niveau plus faible entre fin 2015 et fin 2016, le niveau de l'emploi salarié se redresse à partir du début d'année 2017

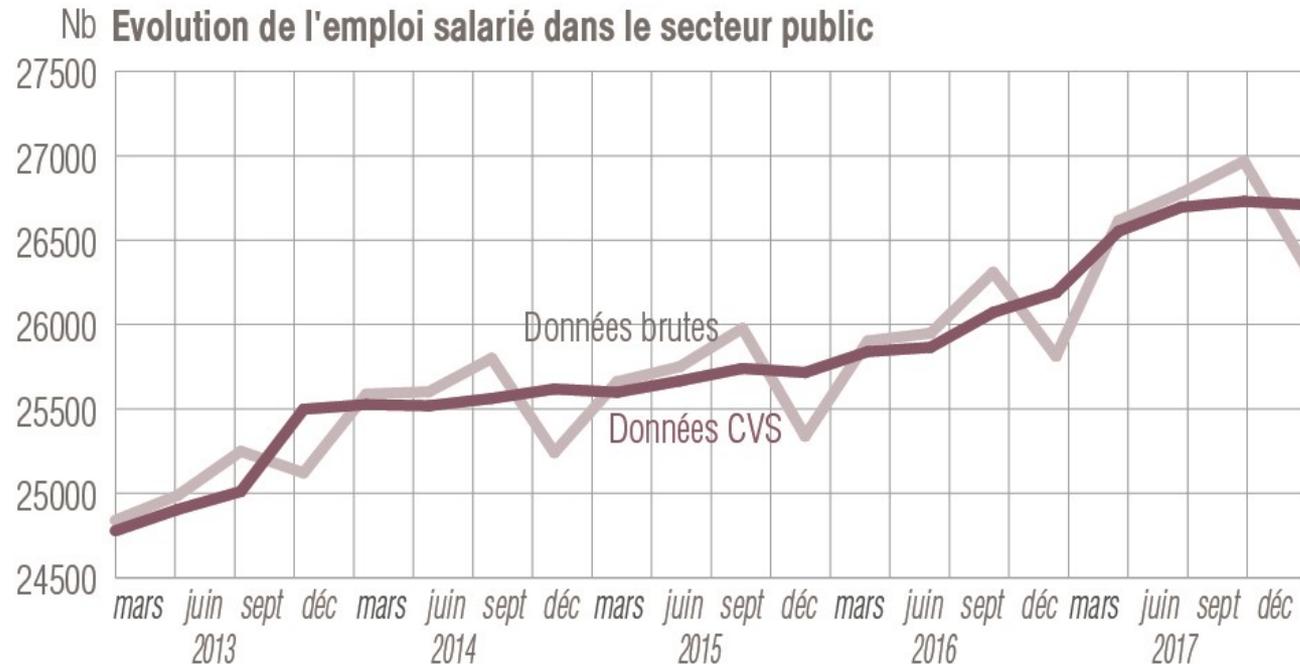


Un bon résultat à nuancer, aussi parce que ...

- Les seules créations d'emplois concernent le secteur public
- Secteur privé : les emplois perdus en 2016 ne sont pas réactivés en 2017
- Chômage partiel : toujours élevé, même si moindre qu'il y a un an (-23 %)
- Licenciements économiques : + 12 % sur un an
- Intérim : -8 % sur un an (EQTP)



Le volume des emplois publics se stabilise à un niveau élevé

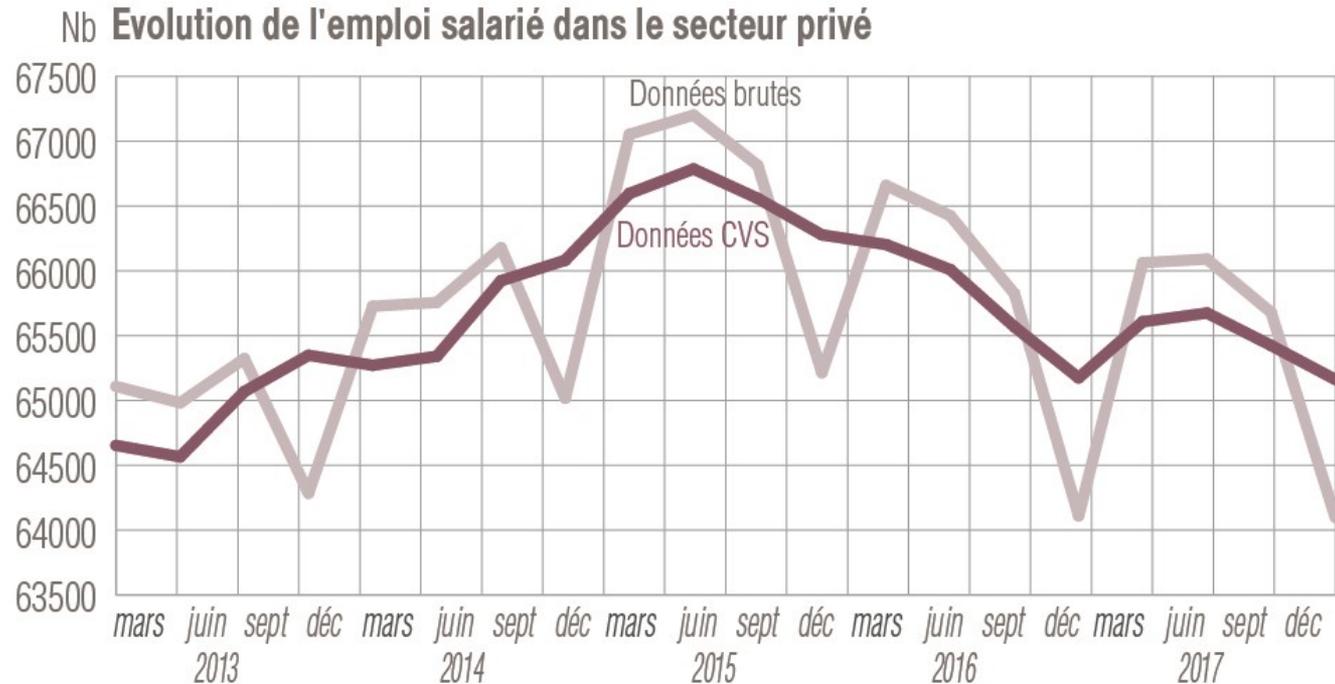


Source : CAFAT - ISEE

- 26 670 salariés en moyenne dans le public en 2017
- + 2,6 % par rapport à 2016 (+680 emplois)
- Croissance plus marquée qu'en 2016 et 2015



Le secteur privé se stabilise à un niveau d'emplois proche de celui observé en 2014



Source : CAFAT - ISEE

- 65 480 salariés en moyenne dans le privé en 2017
- -0,4 % par rapport à 2016 (-270 emplois)
- Une baisse plus contenue qu'en 2016, mais les pertes se cumulent



La métallurgie réduit ses coûts de production

- 13 850 salariés en moyenne dans l'industrie en 2017
- -2,2 % par rapport à 2016 (-310 emplois)
- Industrie manufacturière : la plus affectée (-3 %)

Construction : Niveau plancher en 2017 ?

- 6 830 salariés en moyenne dans la construction en 2017
- -1,9 % par rapport à 2016 (-130 emplois)
- En baisse depuis 2012, mais les licenciements économiques reculent

L'emploi progresse dans les activités de service

- 32 880 salariés en moyenne dans les services en 2017
- +0,8 % par rapport à 2016 (+250 emplois)
- Un nouveau palier atteint en 2017, avec une progression plus marquée au 1^{er} semestre



Conclusion

- En 2017, un niveau d'emploi salarié proche du plafond de 2015, après un point bas en 2016,
- mais le rattrapage semble porté par les besoins de la population dans une période attentiste de reprise économique :
 - sécurité publique / gardiennage et surveillance,
 - santé et dépendance,
 - insertion.



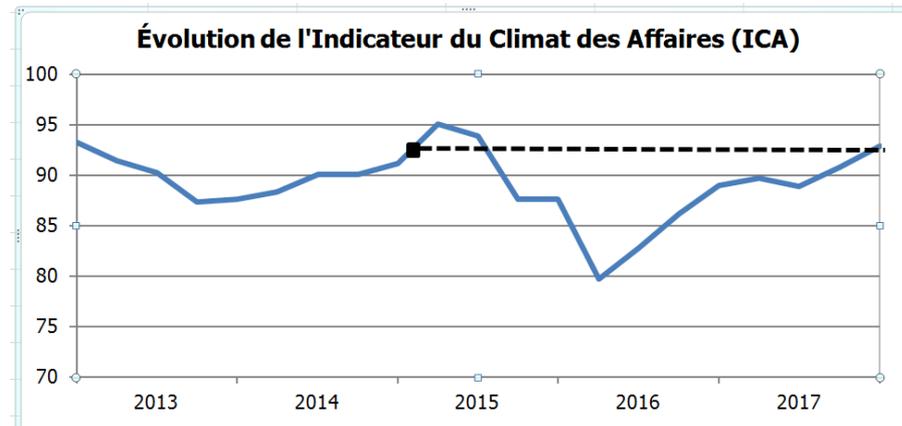
Jean-David NAUDET
Directeur de l'IEOM



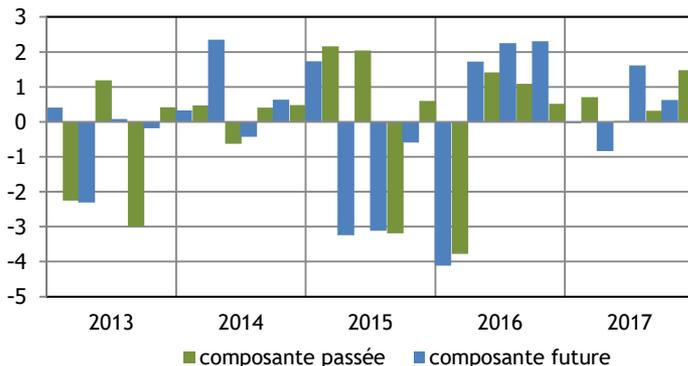
Point de conjoncture : L'économie calédonienne en 2017



Fin 2017 : confiance : retour à la normale ?



Composantes de l'ICA



Source : enquête trimestrielle de conjoncture de l'IEOM

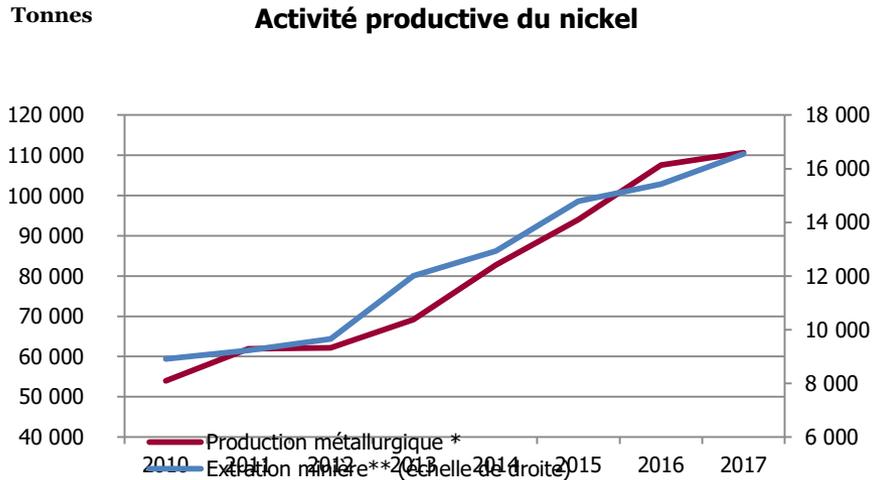
Remontée progressive depuis le 1T16
(pause au 1S2017)

Retour au niveau de confiance de début 2015
(5\$/lb de nickel) avant la crise du Nickel

Y-a-il un effet institutionnel sur la confiance ?

Opinion plus favorable des entrepreneurs en particulier sur l'activité du 4T17

La confiance tirée par un secteur nickel en expansion



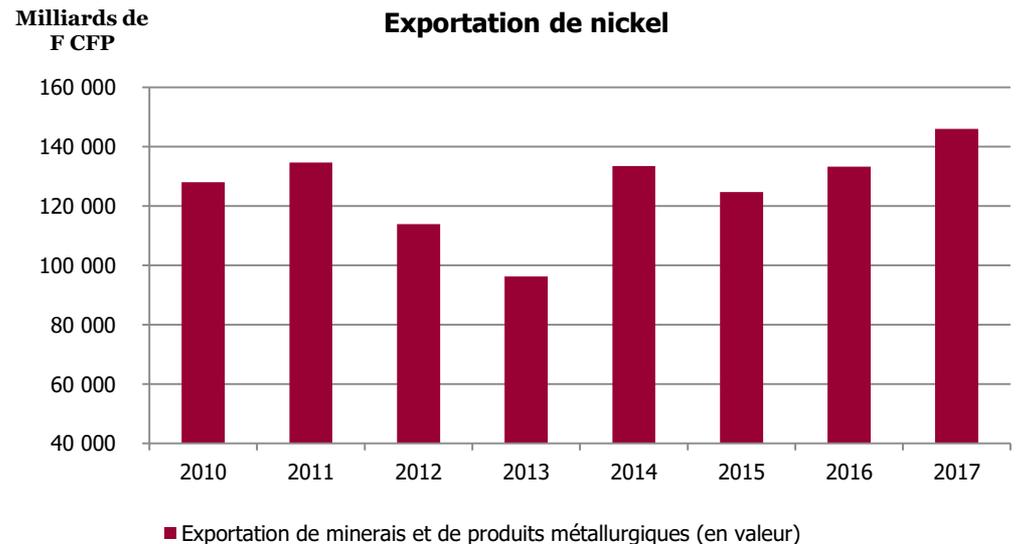
Source: Isee, Dimenc

Unités : *millier de tonnes humides,
** tonne de nickel contenu

Croissance continue du secteur (aussi bien mines que métallurgie)

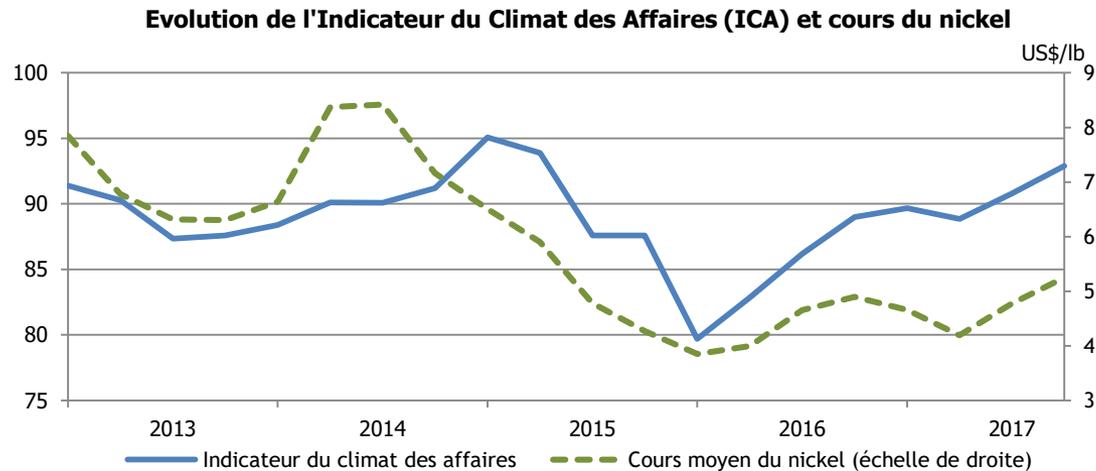
Montée en puissance = records de production à chaque cycle

Mais réalité obscurcie par la crise des cours et le contrechoc du BTP et des IDE



Source: Isee, Dimenc

Un climat des affaires étroitement lié à la conjoncture du nickel



Source: Enquête de conjoncture IEOM, LME, ISEE

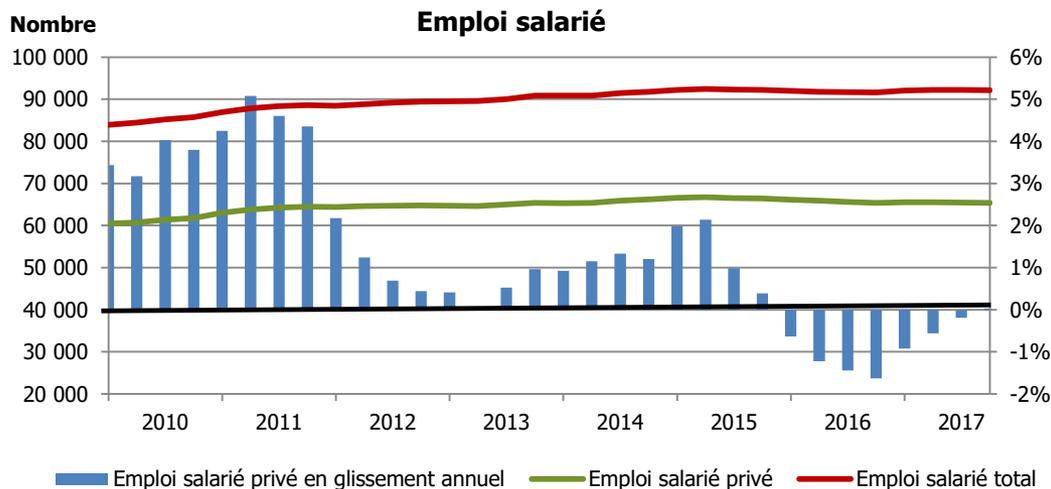
Une confiance des entrepreneurs étroitement liée à la conjoncture à CT du nickel

Alors que l'effet réel des cours sur l'économie est à MT et est altéré par :

- les programmes de compétitivité qui limitent les effets indirects (ex : diminution de l'emploi)
- l'absence de dividendes pour les actionnaires
- les accord fiscaux des métallurgistes

Hypothèse : Les craintes concernant la pérennité du secteur sont déterminantes

Une conjoncture économique néanmoins ralentie et fragile

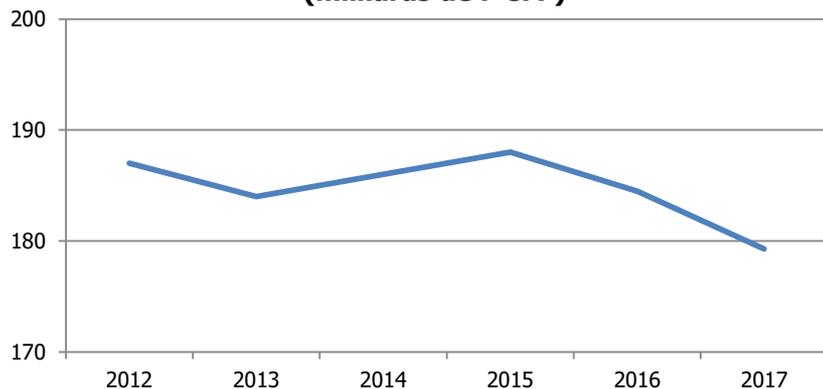


Source : ISEE, données désaisonnalisées par l'IEOM

Une conjoncture de croissance faible, avec des points de vigilance

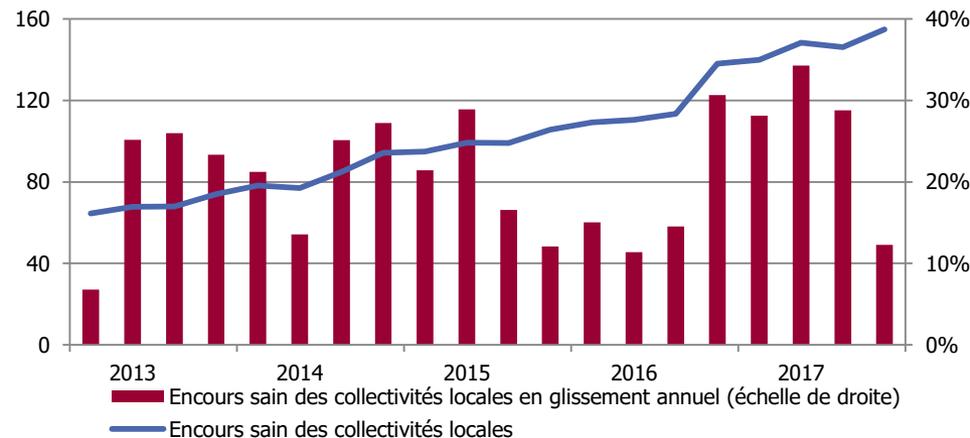
- ✓ Le secteur privé ne crée plus d'emplois depuis 2 ans
- ✓ Le retournement de tendance fiscal tend les finances publiques
- ✓ Le niveau (et surtout le rythme) d'endettement public reste à surveiller

Évolution des recettes fiscales (milliards de F CFP)



Source : Comptes du Secteur Public de Nouvelle-Calédonie, DBAF

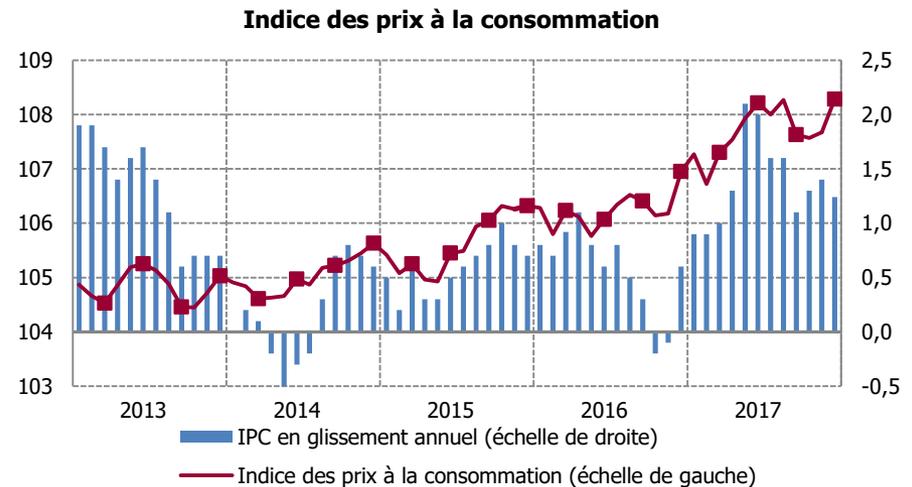
Endettement des collectivités locales (milliards de F CFP)



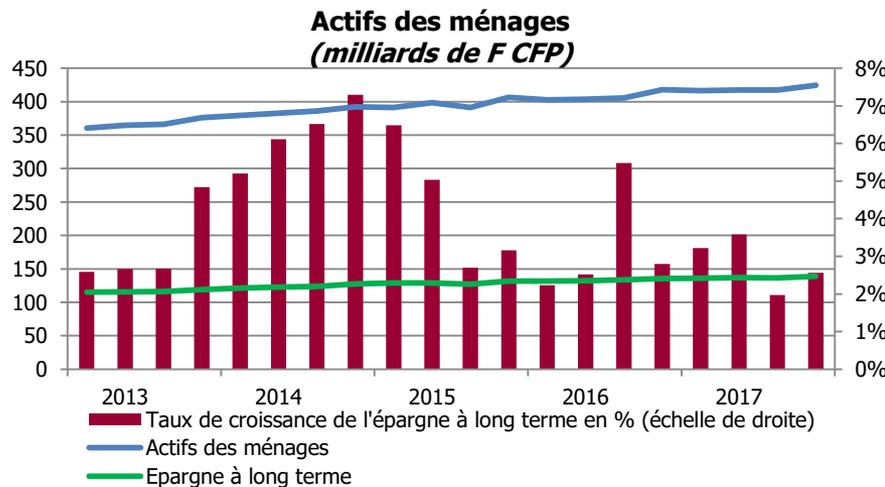
Source: IEOM - Surfî

Des ménages davantage portés vers l'investissement et l'épargne

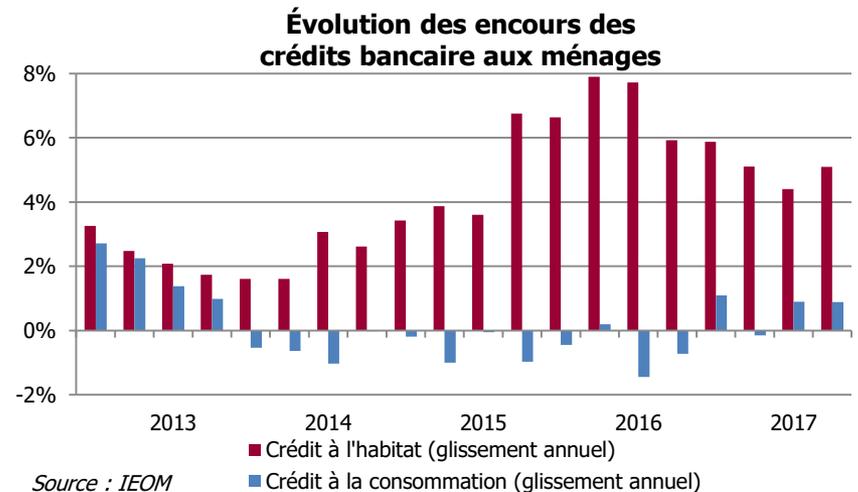
Variation des importations de biens	2016/2015	2017/2016
Durables	3,1%	-7,0%
Non durables	-4,8%	1,1%
Dont habillement	-11,8%	-3,2%
Dont Alimentation	-4,0%	3,1%
Total	-3,8%	0,0%



Source : ISEE



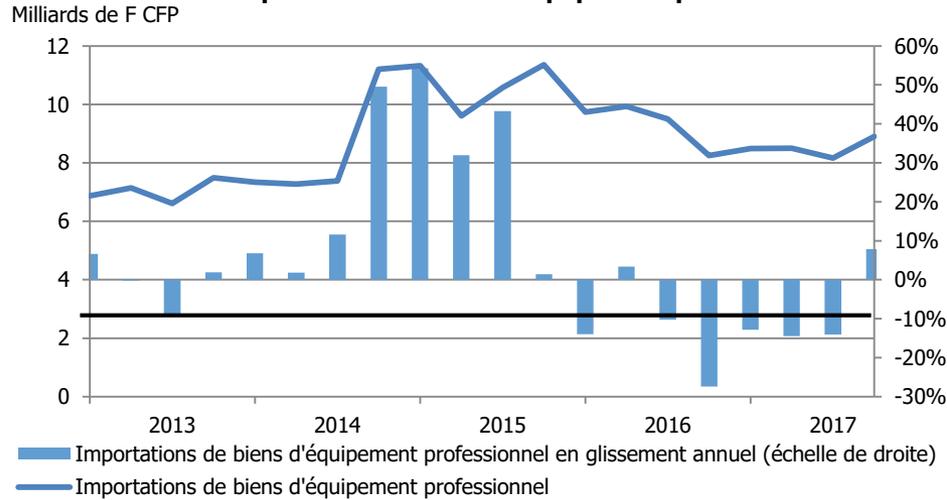
Source : IEOM



Source : IEOM

Investissement des entreprises : embellie en fin d'année...

Importations de biens d'équipement professionnel

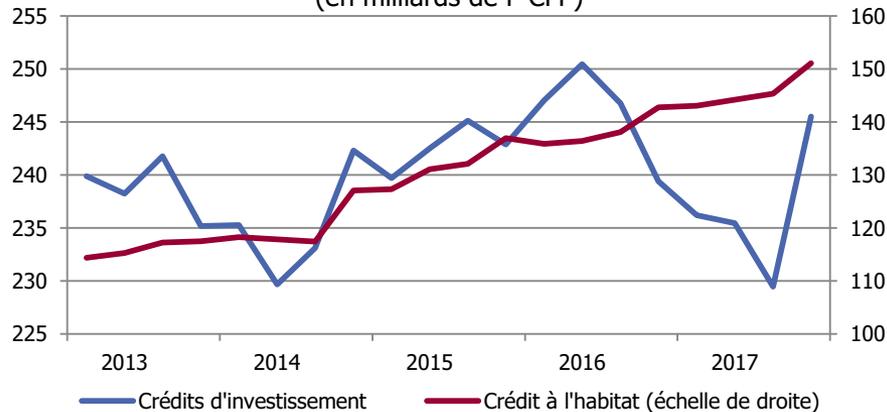


Source : ISEE, Douanes, données CVS par l'IEOM

Une année globalement morose, mais les investissements des entreprises rebondissent en fin d'année

Le rôle de l'économie mixte est important dans ces investissements

Encours des crédits à l'investissement des entreprises (en milliards de F CFP)



Source: IEOM - Surf, encours total

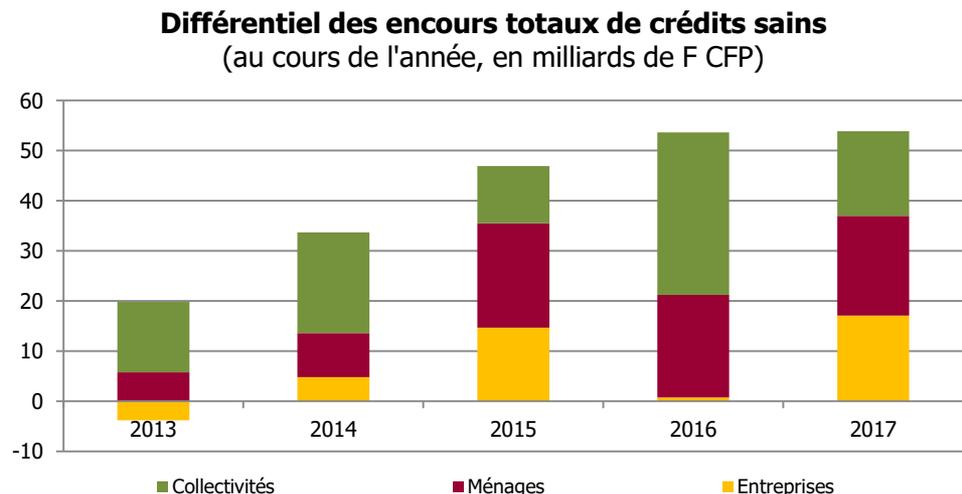
Solde d'opinion global relatif aux prévisions d'investissement



Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM, CVS

Le moteur du crédit toujours très actif

Différentiel des encours totaux de crédits sains (au cours de l'année)



Note de lecture : Le différentiel d'encours annuel (nouveaux octrois, nets des remboursements en capital), représente environ 50 Mds de F CFP par an depuis 2015

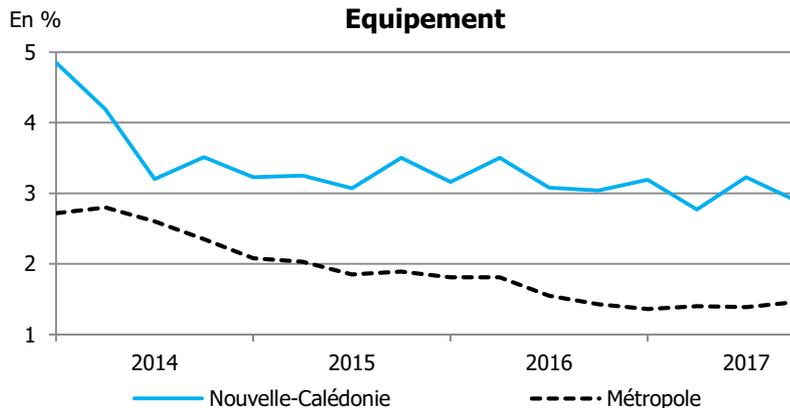
Source: IEOM - Surfi

Les nouveaux encours à l'ensemble des acteurs restent à un niveau élevé

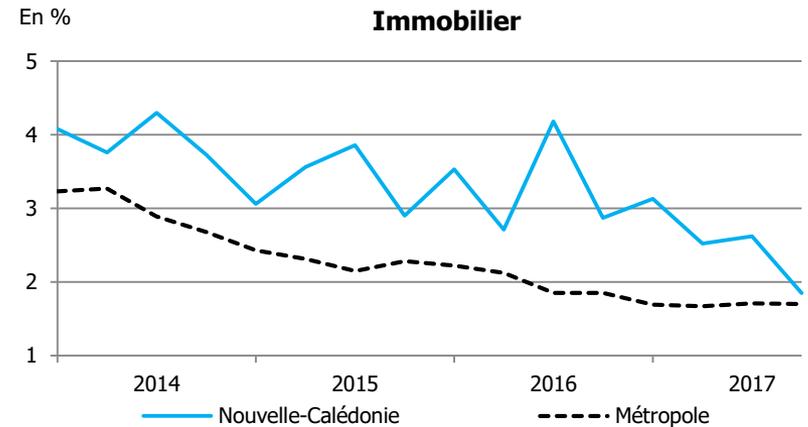
Au total en 2017, 53 milliards (5% du PIB) de nouveaux encours, comme en 2015 et 2016

... notamment grâce à des taux dans l'immobilier qui continuent de baisser

• Entreprises

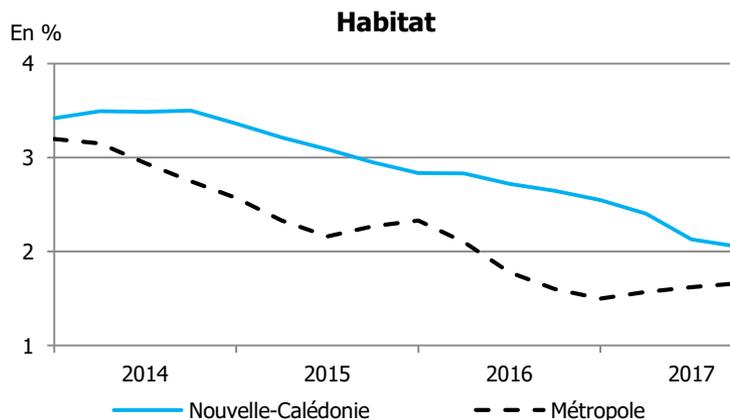


Source : Ieom, Banque de France



Source : Ieom, Banque de France

• Particuliers



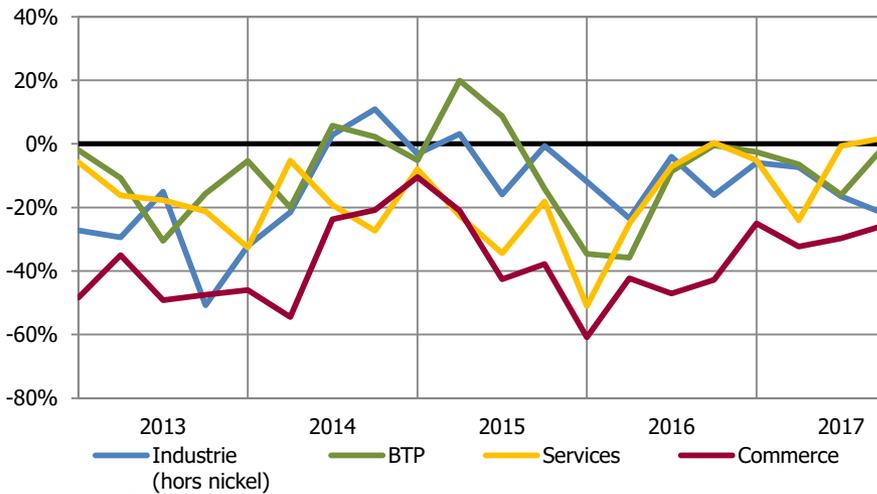
Sources : Ieom, Banque de France

Des baisses de taux très significatives dans l'immobilier et l'habitat

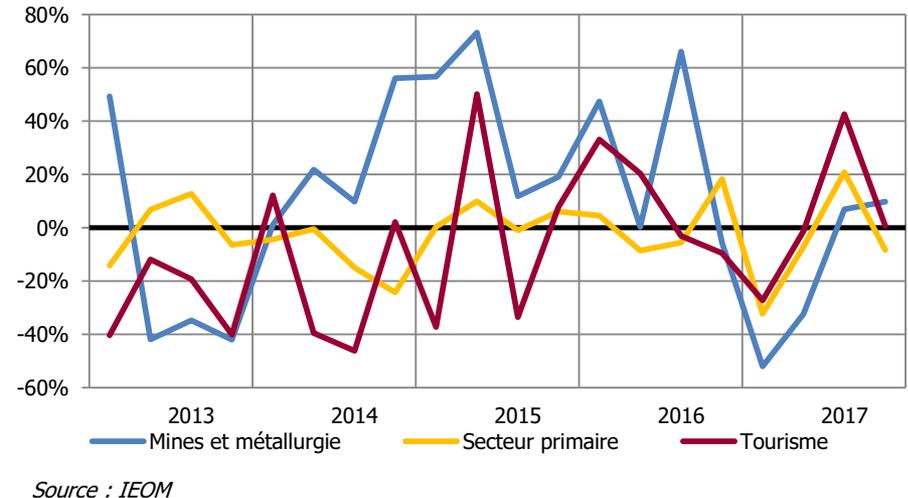
Avec les avantages fiscaux, un cadre très favorable pour l'investissement

Le marché intérieur stable, les autres secteurs en progrès notables

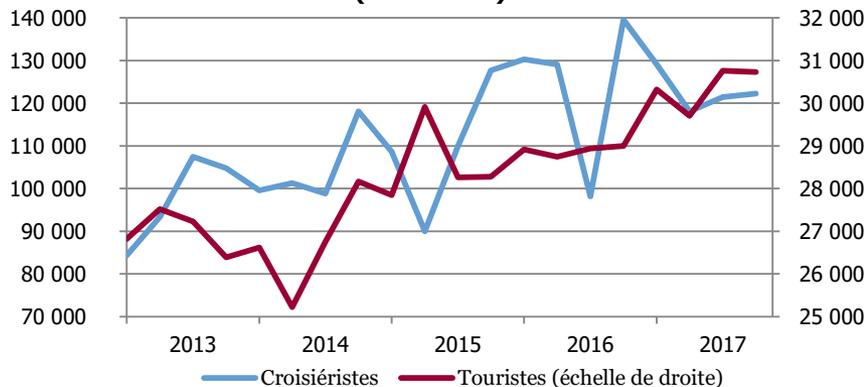
Solde d'opinion de l'activité des secteurs de demande



Solde d'opinion de l'activité des secteurs d'offre



Touristes et croisiéristes (en nombre)



L'agriculture semble ne pas avoir souffert de la sécheresse

Le tourisme en progression continue, remplit ses objectifs (120 000 dans l'année)

Conclusion

Le ralentissement du 1^{er} semestre n'était apparemment qu'une pause

Le relais du secteur public (amortisseur) au secteur nickel pour soutenir la confiance semble avoir fonctionné

Le rebond en fin d'année des investissements des entreprises apparaît comme une bonne nouvelle, presque inattendue. Sera-t-il durable ?

Le rythme d'évolution du crédit retient l'attention

Mais le principal moteur de l'économie reste la consommation des ménages (donc l'emploi), toujours très ralentie, et les effets de la tension des financements publics sont encore à venir



Carole VIDAL,

Chargée de mission secteur privé

Philippe LEBOUQCQ,

Directeur adjoint de l'AFD





ÉTUDE SUR LE FINANCEMENT DES TPE/PME EN NOUVELLE-CALÉDONIE

SYNTHÈSE DE L'ÉTUDE RÉALISÉE PAR LES CABINETS D'ÉTUDE DLF ET NÉO CALÉDONIENNE DE CONSEIL





Les analyses et conclusions exposées dans cette synthèse sont propres à leurs auteurs et ne sont pas nécessairement représentatives de l'opinion des financeurs de cette étude, dont la responsabilité ne pourra être nullement engagée.

Sommaire

- Objectifs de l'étude
- Cartographie des dispositifs existants
- Diagnostic des dispositifs existants
- Recommandations

Les objectifs de l'étude

Une démarche partenariale...

- Lancement en 2010 par l'AFD d'une étude sur le financement des TPE/PME
- Volonté de mettre à jour cette étude devant l'évolution du contexte local
- Etude commanditée par l'AFD, cofinancée en partenariat avec la CCI, l'ICAP et le MEDEF, et réalisée par les cabinets DLF / Néo Calédonienne de Conseil

...ayant pour objectif d'optimiser les conditions de financement des TPE/PME

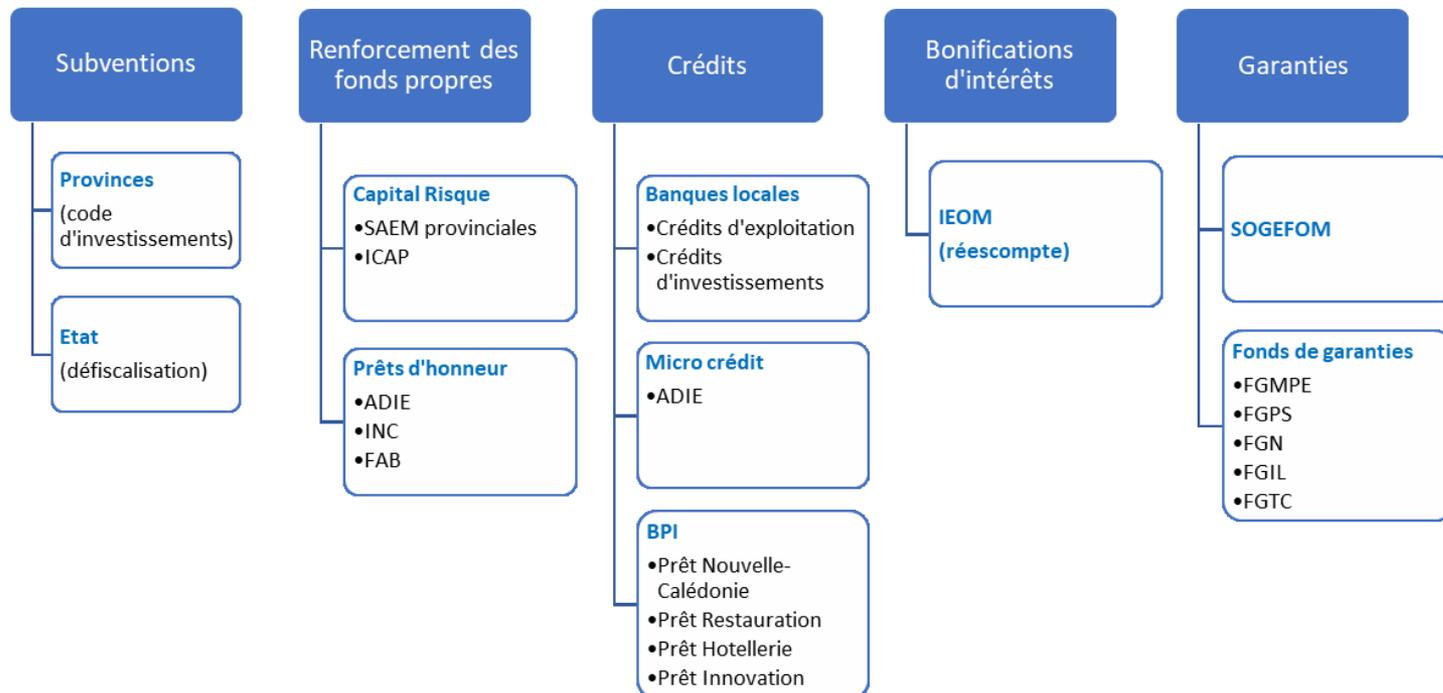
- Etablir une cartographie / diagnostic des solutions de financement existantes
- Identifier les éventuelles redondances, ainsi que les besoins non couverts
- Faire des recommandations en vue d'une amélioration de la palette de ces instruments financiers

Cartographie des dispositifs existants (1/2)

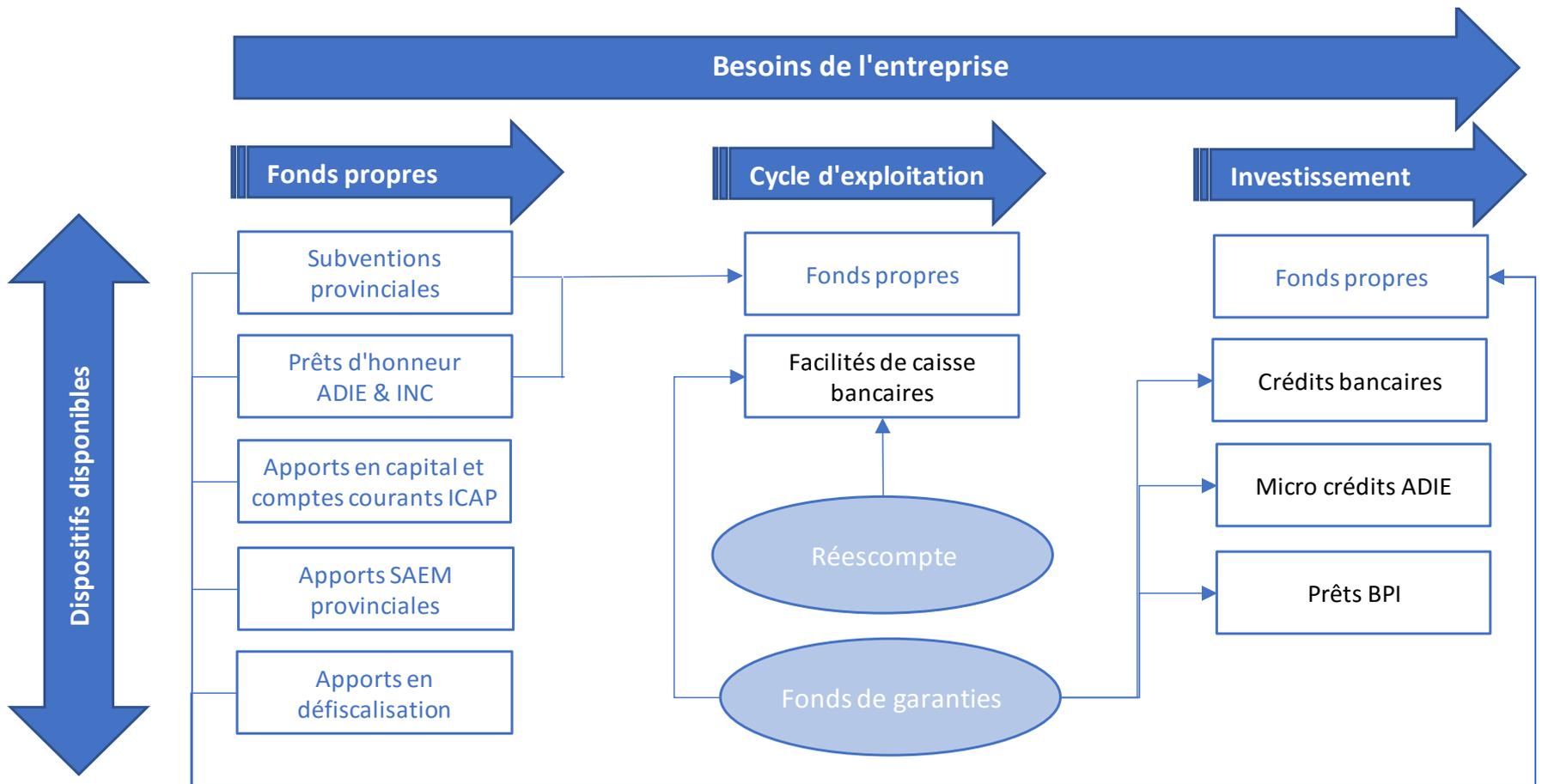
3 grandes catégories de besoins de financement

- Fonds de roulement
- Investissements,
- Apports en Fonds Propres

5 grandes catégories de dispositifs identifiés pour répondre à ces besoins



Cartographie des dispositifs existants (2/2)



Diagnostic des dispositifs existants (1/2)

Un constat globalement positif

- **Des dispositifs qui se complètent et offrent des schémas de financement favorables**, majoritairement tournés vers l'investissement
- **Des octrois de crédits des banques qui restent globalement soutenus** (malgré une baisse constatée de la demande et le recours à l'autofinancement des TPE)
- **Un impact significatif de la défiscalisation** dans le dispositif d'aide à l'investissement (sur les seuls secteurs dits productifs)
- **De nombreux dispositifs d'accompagnement opérationnel des promoteurs** (chambres consulaires, organisations professionnelles, services provinciaux structures associatives...)

Diagnostic des dispositifs existants (2/2)

Avec des points d'attention :

Un manque de visibilité sur les dispositifs
(pluralité d'acteurs)

Des produits peu utilisés
(fonds de garantie, prêts BPI, réescompte)

Des besoins peu ou non couverts
(trésorerie, TPE en difficulté, transmission des TPE, entre 1,2 et 3 MF et secteurs commerce et services)

Des incitations fiscales au renforcement des FP peu adaptées pour les TPE/PME

Pérennité fragilisée de certaines structures / dispositifs d'accompagnement
(contraintes budgétaires)

Carences dans l'accès à l'information pour les études de marché

Des établissements bancaires qui souffrent pour certains d'un **problème de refinancement**

Recommandations (1/6)

Un ensemble de dispositifs à maintenir dans son ensemble

Certains mécanismes à renforcer ou à mettre en place

Des méthodes de communications à étoffer

Des mécanismes d'accompagnement de l'entrepreneur à renforcer

Des ressources des banques locales à améliorer

Des outils d'analyse de la demande de financement à consolider

Recommandations (2/6)

Un ensemble de dispositifs à maintenir dans son ensemble

- **Pas de dispositifs superflus ni redondants selon l'étude:** les différents besoins de financement sont couverts, avec des dispositifs qui se complètent
- Néanmoins, dans un contexte de durcissement des contraintes budgétaires, **certains dispositifs pourraient être rationalisés, notamment la mutualisation des moyens de l'ICAP et d'Initiative NC** (champs et des modalités d'intervention qui se recoupent)

Recommandations (3/6)

Certains mécanismes à renforcer ou à mettre en place

- **Prêts participatifs**
- **Outils de facilitation à la transmission des petites entreprises** (analyse de la valeur de l'entreprise rachetée et de la qualité des repreneurs) ;
- **Création d'une structure d'accompagnement des entreprises en difficulté**
- **Mesures fiscales pour encourager la constitution de fonds propres durs**
- **Mise en place d'un dispositif d'accompagnement complémentaire pour les TPE dépassant légèrement les seuils d'intervention de l'ADIE** (élargir les périmètres d'intervention de l'ICAP ou d'Initiative NC)
- **Améliorer et renforcer le déploiement l'offre de Bpifrance localement**

Recommandations (4/6)

Des méthodes de communication à étoffer

- Création d'un **livret de synthèse** des aides provinciales et d'un **site internet dédié** permettraient de **centraliser une information** sur les dispositifs
- Mise en place d'un « **guichet unique** » qui pourrait constituer le **premier point d'entrée pour un entrepreneur** en quête d'informations et d'accompagnement
- Enrichissement des **statistiques publiques disponibles** pour les entrepreneurs

Recommandations (5/6)

Renforcer les mécanismes d'accompagnement des entrepreneurs

- Dispositifs d'accompagnement par les chambres consulaires, organismes de capital-risque, organisations patronales **répondent de manière satisfaisante au besoin d'accompagnement de l'entrepreneur** dans des phases de création et d'investissement
- Des **dispositifs complémentaires d'accompagnement nécessaires** pour aider également le chef d'entreprise dans la **gestion opérationnelle de sa structure**
 - Rendre obligatoire les parcours de formation et d'information du chef d'entreprise préalablement à la création de son entreprise

Recommandations (6/6)

Améliorer les ressources des banques locales

- Possible **mise en place par l'IEOM de mécanismes de refinancement** au-delà de celui déjà en vigueur du réescompte
- Une autre piste d'amélioration des ressources des banques pourrait être **l'octroi de lignes de financement long terme, via l'AFD**, comme cela a pu déjà être fait par le passé

Comment se porte l'économie calédonienne ?

Place aux questions

- **Frédérique Pentecost** : Membre du Bureau CCI, secteur Commerce
- **Daniel Ochida**, Président du MEDEF-NC
- **Carold Vassilev**, Président d'honneur de la FINC et élu CCI secteur Industrie

Retrouvez cette présentation et la vidéo de cette conférence-débat sur
le site www.cci.nc



Merci de votre attention.